
CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR L'OMC

Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Parlement européen

Trente-deuxième session du Comité de pilotage

2 octobre 2014, Siège de l'UIP, Genève

DECLARATION

Lors de la 9^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC, à Bali, nous avons exprimé notre conviction que l'adoption du Paquet de Bali, portant notamment sur la facilitation des échanges et certains éléments touchant à l'agriculture et au développement, pourrait avoir d'importantes retombées économiques pour tous les Membres de l'OMC.

C'est donc avec préoccupation que nous notons l'absence de progrès concrets dans la mise en œuvre du Paquet de Bali, avec la situation précaire que cela entraîne, de multiples secteurs risquant de subir un gel des négociations, notamment ceux qui priment pour les pays en développement, et en particulier pour les pays les moins avancés, tels que l'agriculture.

Le fait que les délais ne soient pas tenus et qu'il n'y ait pas de progression en direction de solutions permanentes nous rappelle le blocage complet qu'a connu le Cycle de Doha. Le succès de la Conférence de Bali a porté à espérer qu'une nouvelle dynamique pourrait être insufflée aux négociations. Il semble à présent intenable sur le plan politique de renoncer à cet espoir et d'admettre que le Programme de développement de Doha (PDD) soit de nouveau en danger.

Nous trouvons par conséquent profondément regrettable que les décisions prises à Bali n'aient pas été respectées, en particulier que le Protocole relatif à l'Accord sur la facilitation des échanges n'ait pas été convenu dans les délais. Si nous soulignons la corrélation de ce dernier avec la sécurité alimentaire, l'importance de la question et le droit souverain des Membres de l'OMC à cet égard, nous pensons que le fait de revenir sur les décisions prises à Bali aurait de graves conséquences pour l'Organisation et sa crédibilité. Aussi engageons-nous les Membres de l'OMC à s'efforcer de trouver sans délai une solution en vue d'un engagement unique qui ne mette pas en danger l'ensemble du processus et le PDD.

En notre qualité de parlementaires chargés d'assurer le contrôle des négociations commerciales internationales et de suivre de près la mise en œuvre des engagements pris par nos gouvernements respectifs, nous encourageons les négociateurs à intensifier leurs efforts et à faire avancer le processus avec une nouvelle vigueur.

L'OMC s'est battue durant des années pour convaincre un public sceptique de l'intérêt durable que présentait le multilatéralisme et elle doit continuer à le faire. Le Paquet de Bali a été perçu comme un tournant, une avancée majeure. Il n'est pas envisageable que cette promesse ne soit pas tenue.